Création d'un programme communal d'emplois temporaires

**Réponse à la motion de Monsieur Pierre-Yves Maillard intitulée
« *Pour la création d'entreprises à vocation sociale* »**

Rapport-préavis no 128

Lausanne, le 3 février 2000

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du rapport-préavis

Le présent rapport-préavis décrit un projet de programme communal d'emplois temporaires destiné à des résidants lausannois en fin de droit à l'assurance-chômage. Il constitue la deuxième partie de la réponse à la motion de Monsieur Pierre-Yves Maillard du 29 avril 1997 intitulée « *Pour la création d'entreprises à vocation sociale* ».

La création, l'organisation et la gestion de ce programme prévu pour une douzaine de personnes engendreront des dépenses extraordinaires sur le budget 2000 estimées à Fr. 18'000.-, et des frais de fonctionnement estimés à Fr. 850'300.- par année, frais pour lesquels la Municipalité sollicite l'octroi d'un crédit spécial. Les revenus dégagés par le programme devraient progressivement couvrir 60% de ces charges par la facturation de travaux réalisés.

2. Historique

La situation économique dans le canton s'est sensiblement améliorée et il est maintenant plus aisé pour des personnes à l'assurance-chômage de retrouver du travail. Néanmoins une partie non négligeable des chômeurs de longue durée éprouvent toujours des difficultés considérables à retrouver un travail convenable.

Depuis la mise en place des offices régionaux de placement (ORP), les différentes modifications de l'assurance-chômage (LACI) ont principalement visé à diminuer les dépenses. Le passage de 6 à 12 mois de cotisations pour l'ouverture d'un nouveau droit LACI en est une illustration.

Les mesures cantonales mises en place dans le cadre de la loi pour l'aide aux chômeurs (LEAC) se révèlent insuffisantes en quantité. Il sied toutefois de signaler que, suite aux décisions de la « table ronde » cantonale, les bénéficiaires du RMR âgés de plus de 50 ans pourront bénéficier d'un emploi temporaire qui leur permettra de se recréer un droit LACI. Il existe toutefois d'autres catégories de personnes particulièrement menacées par le chômage de longue durée, et pour lesquelles aucune mesure extraordinaire n'a été prévue pour l'instant par les autorités cantonales. Il s'agit par exemple des chômeurs qui n'ont pas ou plus droit aux mesures prévues par la Loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) du 25 septembre 1996. Cela concerne également les personnes qui ont droit à la LEAC mais sont âgées de moins de 50 ans (en septembre 1999, l'ORP de Lausanne suivaient 894 personnes qui étaient dans cette situation). Le projet présenté dans le cadre du présent rapport-préavis est de nature à leur donner de réelles chances de se réinsérer dans la vie active, leur évitant ainsi une marginalisation durable, voire définitive.

3. Objectifs du programme communal

Par l'exécution de travaux valorisants, par un encadrement professionnel expérimenté, par un suivi social et par une aide à la recherche d'emploi, ce programme se propose de relancer des chômeurs en fin de droit dans le monde du travail.

Dans le cas où les intéressés n'auraient toujours pas d'emploi à la fin de leur mission, celle-ci leur permettra au moins de se recréer un droit à l'assurance-chômage et, par là, de continuer à suivre des mesures de réinsertion professionnelle subventionnées par la LACI.

4. Description du projet

Le programme communal d'emplois temporaires prévoit la création pendant une période de 3 ans de 6 à 10 postes de travail destinés à des personnes ayant des aptitudes ou de l'intérêt pour les travaux de bricolage. Cette activité prendra le nom d' « *Unité bricoles* ». Le programme communal prévoit en outre la création de 2 à 6 postes réservés à des personnes au bénéfice d'une formation technique ou commerciale qui se verront proposer une mission dans l'un ou l'autre des services communaux.

Le programme sera rattaché au Bureau des programmes d'emploi temporaire (BPO) du Service social et du travail. Le BPO créera l' « *Unité bricoles* » et en assurera la gestion ; il développera également les contacts nécessaires à la création de postes dans les services communaux. Le BPO assumera enfin le suivi socio-professionnel et le suivi administratif (salaires) des employés temporaires.

L' « *Unité bricoles* » jouira d'une grande autonomie. Elle se mettra à disposition des services communaux (gérances, services industriels, etc.) comme une petite entreprise. Les travaux qui seront effectués relèveront principalement du second œuvre du bâtiment (peinture, petite menuiserie etc.). Ils pourront prendre différentes formes comme le rafraîchissement et le réaménagement de locaux, la récupération et la réparation de meubles pour les appartements de secours, le déménagement de mobilier ou de matériaux dans une garderie.

Les travaux de l'Unité seront dirigés par un professionnel expérimenté à la sensibilité sociale marquée. En collaboration avec un assistant du personnel du BPO, il aura comme priorité l'aide à la réinsertion professionnelle des employés dont il aura la charge.

L'Unité disposera d'un bureau, d'un véhicule et d'un outillage propre. La fourniture du matériel nécessaire aux travaux sera à la charge des services et des institutions pour lesquelles elle travaillera.

Les travaux exécutés par l'Unité seront facturés aux services concernés selon les tarifs en vigueur mais sur la base d'un forfait établi au préalable. Le temps mis à réaliser un travail de qualité ne devra pas être pris en compte dans la facturation.

Les **services communaux** qui proposeront des postes de travail pour les employés temporaires à formation technique ou commerciale seront sensibilisés au processus d'insertion professionnelle des bénéficiaires. Ils devront notamment mettre à disposition un encadrement professionnel et assurer une bonne intégration des employés temporaires dans les services. Les salaires seront facturés par l'Unité.

Les employés temporaires auront le statut d'auxiliaire communal. La durée de leur mission sera variable en fonction de la durée nécessaire pour se (re)créer un droit au chômage, soit de quelques jours à 12 mois.

5. Evaluations

Le programme prévoit au minimum une évaluation initiale en début de mission et un bilan en fin de mission. Ces évaluations permettront de recadrer les missions proposées en fonction des besoins exprimés.

Le BPO établira également une statistique donnant les indications utiles sur les répercussions du programme pour les intéressés, notamment en matière d'insertion professionnelle et de droit à l'assurance-chômage.

Le responsable de l'« *Unité bricoles* » tiendra un décompte des montants des travaux réalisés par l'Unité, ceci dans le but de faire un bilan financier de l'opération.

Ces évaluations seront consignées dans un rapport annuel et permettront de juger de la viabilité d'une entreprise à vocation sociale telle que préconisée dans la motion de Monsieur Pierre-Yves Maillard.

6. Réponse à la motion de Monsieur Pierre-Yves Maillard

Par le présent rapport-préavis, la Municipalité répond partiellement et positivement à la motion de Monsieur Pierre-Yves Maillard du 29.4.1997 intitulée « *Pour la création d'entreprises à vocation sociale* »¹. L'autre réponse partielle à dite motion se trouve dans le rapport-préavis présenté par la direction de l'Administration générale et qui a pour titre « *L'évolution démographique, économique et fiscale de la commune de Lausanne* »².

¹ BCC No 7, 1997, Tome 1, pages 362 et ss.

² BCC, 2000, à paraître

7. Incidences financières

7.1 Dépense extraordinaire sur le budget 2000

Ces frais sont prévus uniquement pour la création de l' « Unité Bricoles » soit :

- Achat d'un véhicule utilitaire d'occasion Fr. 18'000.-

Total Fr. 18'000.-

7.2. Budget annuel de fonctionnement

- Encadrement professionnel de l' « Unité Bricoles », soit salaire et charges sociales du responsable Fr. 86'000.-
- Encadrement administratif de l' « Unité Bricoles », soit salaire et charges sociales d'un demi-poste Fr. 34'600.-
- Charges salariales des bénéficiaires, calculées sur la base du barème communal des auxiliaires, soit en moyenne un salaire journalier de Fr. 200.- pour 12 postes à l'année, toutes charges sociales comprises (12 x Fr. 57'715.-) Fr. 692'700.-

Report Fr. 813'300.-

Report		Fr. 813'300.-
• Locaux et outillage		
• Bureau du responsable soit 12 mois à Fr. 1500.- par mois	Fr. 18'000.-	
• Equipement	Fr. 3'000.-	
• Outillage, achat première année	Fr. 10'000.-	
• Outillage, remplacement et usure des outils	Fr. 6'000.-	
• Total locaux et outillage :		Fr. 37'000.-
Total budget annuel de fonctionnement		Fr. 850'300.-
• Recettes escomptées : 60% du budget annuel, soit :		Fr. 500'000.-

L'entreprise devrait pouvoir fonctionner dès le 1^{er} juillet 2000 ; un crédit spécial de fr. 425'000.- est donc nécessaire.

7.3. Rentabilité

L'expérience réalisée en programme d'emplois temporaires subventionnés par l'« Unité Bricole » dans divers lieux d'accueil de la petite enfance du Service de la jeunesse et des loisirs de la Direction des écoles a permis à de nombreux chômeurs d'acquérir une meilleure compétence pratique (aides-peintres, aides-menuisiers) en effectuant des travaux que des entreprises n'auraient vraisemblablement pas soumissionnés. Entretien courant, petites rénovations, rafraîchissement de parois et boiseries, autant de réalisations qui ont conforté les participants au programme dans leur sentiment d'utilité mais qui, mesurées à l'aune des tarifs de régie des entreprises ont représenté bon an mal an quelque fr. 530'000.-- que la commune n'a pas eu à investir, les seuls frais étant constitués par les matériaux nécessaires (peinture, bois, petit matériel) fournis par le service concerné. Dans ce cas, le nombre moyen de participants était de sept, le tarif de régie a été compté à fr. 50.-- de l'heure à raison de quatre jours par semaine pour tenir compte du manque de qualification et de rentabilité des employés.

Par extrapolation, on peut donc espérer que l'opération proposée par le présent préavis sera autofinancée à 60%. L'évaluation prévue sous point 5 ci-dessus portera aussi sur cet aspect financier.

8. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N° 128 de la Municipalité, du 3 février 2000;
oui le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'approuver la réponse de la Municipalité à la motion Pierre-Yves Maillard du 29 avril 1997 intitulée « *Pour la création d'entreprises à vocation sociale* ».
2. d'approuver le projet de création d'un programme communal d'emplois temporaires pour les résidents lausannois en fin de droit aux indemnités à l'assurance-chômage ou ne pouvant pas bénéficier d'un emploi temporaire subventionné dans le cadre des mesures prévues par la loi cantonale d'aide aux chômeurs (LEAC).
3. d'accorder à la Municipalité un crédit spécial d'autorisation d'achat de Fr. 18'000.- sur le budget de fonctionnement de l'an 2000 destiné à l'achat d'un véhicule d'occasion.
4. d'accorder un crédit spécial de Fr. 425'000.- sur le budget de fonctionnement de 2000. Ce montant est destiné à financer les charges salariales des responsables professionnel et administratif de l' « *Unité bricoles* », de celles des bénéficiaires des emplois temporaires, la location des locaux et les dépenses induites par l'achat et le remplacement de l'outillage. Ce montant est réparti comme il suit :

Service social et du travail – Office du travail

- Fr. 361'600.- sous la rubrique 6401 301 « Traitements »
- Fr. 25'200.- sous la rubrique 6401 303 « Cotisations aux assurances sociales »
- Fr. 19'700.- sous la rubrique 6401 304 « Cotisations aux caisses de pension »
- Fr. 1'500.- sous la rubrique 6401 311 « Achats d'objets mobiliers et d'installation »
- Fr. 8'000.- sous la rubrique 6401 313 « Marchandises »
- Fr. 9'000.- sous la rubrique 6401 316 « Loyers et redevances d'utilisation »

Au nom de la Municipalité :

Le syndic:

Jean-Jacques Schilt

Le secrétaire:

François Pasche